

POINT FORT

Votation: la recherche suisse retient son souffle

FINANCEMENT. L'initiative de limitation menace la coopération avec l'Union européenne, prévient Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève et président de swissuniversities

ELSA FLORET

«Évitons à tout prix l'exclusion des programmes européens de recherche. Nous l'avons vécu en 2014 et depuis la Suisse n'a jamais retrouvé son niveau de financement de la part de l'Union Européenne (UE).» Voilà comment réagit Yves Flückiger, interrogé sur les conséquences d'un oui, le 27 septembre, à l'initiative pour une immigration modérée. L'initiative menace deux accords bilatéraux jugés essentiels au monde académique: l'accord sur la libre circulation et l'accord sur la recherche (en raison de la clause dite «guillotine», si l'un des accords est résilié, tous les autres accords perdent automatiquement leur validité). «Sans financement européen, la Suisse vivrait dans l'illusion du pays d'Heidi, avec une recherche appauvrie et ralentie. Alors que c'est en attirant la matière grise qu'elle conservera son niveau de vie», avertit le recteur de l'Université de Genève et président de swissuniversities, l'association faitière des hautes écoles de Suisse. L'Université de Genève (UNIGE) est la plus active de Suisse avec l'Université de Zurich, (après les écoles polytech-



YVES FLÜCKIGER. «Le succès de la Suisse est largement dû à sa participation à l'Europe du Savoir.»

niques fédérales), quant à la participation aux projets européens, selon le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (Sefri). Ce dynamisme se lit dans les principaux classements internationaux.

22 millions de l'UE pour l'Unige en 2019

Cinq des EPF et universités suisses se placent régulièrement dans le Top 100 mondial. «En 2019, les subsides européens ont représenté plus de 22 millions de francs pour

l'Unige. Ce montant substantiel vient compléter l'enveloppe annuelle d'une centaine de millions fournie par le Fonds national suisse. Toutefois, l'enjeu de la participation de la Suisse aux programmes-cadres dépasse largement l'aspect financier», précise Yves Flückiger.

Exclue des programmes européens – et notamment Horizon 2020 – après le vote du 9 février contre l'immigration de masse, la Suisse est passée de la 7ème à la 24ème place, en termes de nombre de coordinations de projets de l'UE (la coordination signifie que la Suisse a le lead sur d'autres pays. A défaut, elle participe simplement à un projet sans le coordonner). Suite au compromis politique trouvé entre les autorités suisses et européennes en 2017, elle est remontée à la 8ème place en 2020, mais sans retrouver son niveau d'avant (voir graphique).

«Qualité moindre et compétitivité restreinte sont les deux risques qui toucheraient une recherche suisse uniquement financée par la Confédération. Or, le succès de la Suisse est largement dû à sa participation à l'Europe du Savoir. Et seuls les projets d'envergure sont à même de re-

lever les grands défis auxquels nos sociétés font face, au niveau de l'environnement, des développements de la génétique, du numérique ou de la révolution quantique dans laquelle la Chine et les Etats-Unis ont investi massivement. Face à ces mastodontes, la collaboration au sein de l'Europe est l'unique voie», insiste Yves Flückiger.

Et si Genève était à la pointe dans les tests Covid dès le début de la pandémie, c'est notamment grâce la mobilité des chercheurs suisses et européens, permise par l'accord sur la libre circulation et l'accord sur la recherche. C'est le cas d'Isabella Eckerle, professeur venue d'Allemagne et responsable du Centre de recherche sur

les maladies virales émergentes des Hôpitaux universitaires et de l'Université de Genève, qui, grâce à ses liens avec le spécialiste mondial du coronavirus à Berlin, a réalisé les premiers tests de confirmation du virus en Suisse.

Quantum : un milliard d'euros sur dix ans

Autre exemple des avantages pour la Suisse, le lancement en 2013 du Human Brain Project, coordonné par l'EPFL, issu de l'appel à projet Horizon 2020. Le programme bénéficie d'un financement d'un milliard d'euros chacun sur dix ans.

Il y a encore le programme Quantum lancé en 2018 par la Commission européenne égale-

ment doté d'un milliard d'euros sur dix ans, dans le but de soutenir la recherche en physique quantique et ses applications industrielles. Quelque 5000 chercheurs du monde universitaire et de l'industrie sont impliqués. La Suisse y tient une place de choix. Elle coordonne deux des vingt projets sélectionnés pour la première période (2018-2021), pour un budget global de 82 sur 200 millions d'euros.

Pour le président de swissuniversities, «la Suisse manquerait le train des développements liés à la physique quantique si importants et pour lesquels l'Europe va d'ici 2028 accorder encore 800 millions d'euros supplémentaires!» ■

L'Asin dénonce le «chantage de l'UE»

«Soyons clairs: le texte de l'initiative de limitation n'a aucun effet sur la recherche, l'innovation et la formation. Elle n'a aucun effet direct dans ces domaines. En revanche, elle aura indirectement un effet positif pour la formation car en limitant l'immigration, on favorisera la formation et la formation continue pour les indigènes», assure Kevin Grangier, membre du comité, Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), qui soutient l'initiative «de limitation» de l'UDC, soumise à la votation le 27 septembre.

Le conseiller en relations publiques estime que le financement européen pour la recherche n'est pas remis en cause et que la Suisse pourra continuer d'y participer. Il dénonce un chantage instrumentalisé: «On nous fait croire que l'UE prendrait des mesures de rétorsion, ce qui revient à légitimer un chantage et c'est inacceptable. J'espère que personne en Suisse, aucune autorité, aucun parti et aucun média légitime un chantage en l'utilisant comme un argument pour le non à notre initiative. Ne tolérons pas le chantage de l'UE!» – (EF)

A Bruxelles, l'UE risque d'avoir d'autres priorités

Deux députés européens avertissent que la Suisse pourrait à nouveau être privée des fonds de l'Europe, en cas de oui à la proposition de loi de l'UDC.

SOPHIE MARENNE

Si l'ombre de l'initiative de limitation inquiète les écoles et universités de Suisse, l'appréhension atteint aussi Bruxelles, jusqu'au cœur du Parlement européen. «On n'atteint pas l'excellence en s'isolant», avertit Maria da Graça Carvalho, députée européenne. Spécialiste des questions de recherches, l'ancienne professeure de l'Université technique de Lisbonne est convaincue que, pour conserver sa compétitivité, la Suisse doit travailler avec ses voisins. «Ce n'est pas une question de budget mais de sciences», argue l'élue du Parti populaire européen. «Le bénéfice de la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche

(PCR) dépasse largement les quelque 650 millions d'euros qu'Horizon 2020 (H2020) a déjà alloués au pays», estime la politicienne de centre droit, précédemment ministre de l'enseignement au Portugal. «Prendre part aux consortiums, attirer les meilleurs étudiants européens, être en réseaux avec les chercheurs du continent et échanger des informations avec eux: ces éléments ont une valeur ajoutée qui n'a pas de prix.»

Membre de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE), la Portugaise suit de près l'évolution des relations helvético-européennes. «La Suisse est associée aux PCR depuis leurs débuts, fin des années 70. J'ai pu constater l'anxiété des

chercheurs, tant côté suisse qu'euro-péen, lors de l'interruption d'H2020, entre 2014 et 2016.» Après la votation contre l'immigration de masse, les scientifiques

vège et Israël. Et si l'on considère à la fois les pays de l'UE et ceux associés, la Suisse se classe au 8ème échelon du nombre de participations, entre la Belgique et le Da-

souligne qu'il est difficile de savoir si les 27 laisseront la Suisse conserver son statut de pays associé ou si elle sera reléguée au rang de pays tiers, afin de ménager le Royaume-Uni.

Au-delà de la votation du 27 septembre, ce Français originaire de Belfort craint surtout un rejet définitif de l'accord-cadre qui pourrait être négocié derrière. «Bien que nous soyons un certain nombre de parlementaires à temporer, la lenteur de décision suisse pèse sur ce dossier. Face à d'autres préoccupations comme la crise du Covid-19 ou la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, l'UE risque de jeter l'éponge pour mettre ses priorités ailleurs.»

Or, Christophe Grudler ajoute

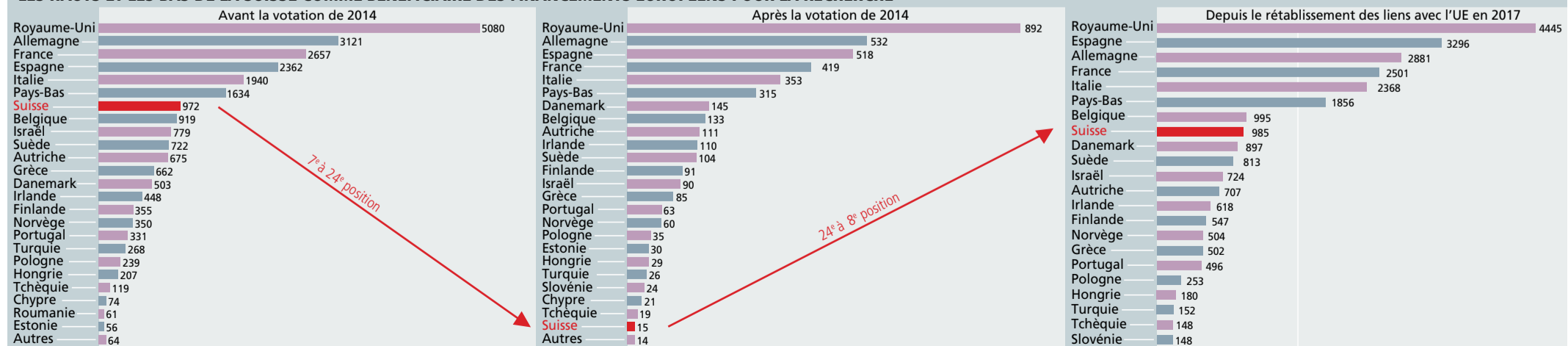
que le moment pour être exclu des PCR serait très mal choisi: «Horizon Europe promet d'être le meilleur programme de recherche au monde.» Alors que le budget d'H2020 était de 65,5 milliards d'euros, on parle de 75,9 milliards pour Horizon Europe, auquel s'ajouteront 13,5 du nouvel instrument de relance Next Generation. En parallèle, Erasmus+ s'est aussi vu largement renforcé: passant de 13,9 à 21,2 milliards après 2020. «Ces deux programmes montent en puissance et représentent des opportunités de financement bien plus importantes, comme autant de nouvelles chances à saisir», commente-t-il. Un train que la Suisse ne doit pas rater, selon les députés. ■

LA SUISSE EST LE PAYS ASSOCIÉ QUI BÉNÉFICIE LE PLUS D'H2020, EN TERMES DE PARTICIPATIONS, COORDINATIONS ET FINANCEMENTS DE PROJETS.

du pays s'étaient vu refuser l'accès à certains des mécanismes, la mobilité étant une condition sine qua non. Avant qu'une solution ne soit trouvée. Aujourd'hui, la Suisse est le pays associé qui bénéficie le plus d'H2020, en termes de participations, coordinations et financements de projets. Devant la Nor-

nemark (voir graphique). «Cette position privilégiée de la Suisse fait des jaloux. Suite au Brexit, les Britanniques réclament un traitement similaire», relève Christophe Grudler, député du groupe Renew Europe. Or le budget d'Horizon Europe, qui succédera à H2020, est en négociation. Le politicien centriste

LES HAUTS ET LES BAS DE LA SUISSE COMME BÉNÉFICIAIRE DES FINANCEMENTS EUROPÉENS POUR LA RECHERCHE



Nombre de participations (y compris les coordinations) à des projets de recherche financés par l'Union européenne

Source: Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)